

## TRADUCTION

F. 95 - 2576

[S - C - 36187]

**16 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement flamand  
modifiant la réglementation en matière de la révision triennale des subventions individuelles  
à la location et de l'intervention dans la charge d'un prêt hypothécaire**

Le Gouvernement flamand,

Vu le Code du Logement, annexé à l'arrêté du 10 décembre 1970 et confirmé par la loi du 2 juillet 1971, notamment l'article 84, inséré par la loi du 1er août 1978 et vu l'article 95, modifié par le décret du 23 octobre 1991;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 décembre 1991 instaurant des subventions individuelles à la location et une prime d'installation lors de l'occupation d'une habitation locative salubre ou adaptée, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juin 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 février 1993 instaurant une intervention dans la charge de prêts hypothécaires, contractés en vue de construire, d'acheter ou de rénover une habitation, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 juin 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en ce qui concerne la réglementation en matière de la révision triennale des subventions individuelles à la location et de l'intervention dans la charge d'un prêt hypothécaire, l'administration doit demander d'urgence les données nécessaires aux bénéficiaires en vue de son application et qu'aucune date précise n'a été prévue dans les arrêtés concernés. Afin d'éviter que le paiement des subventions doit être interrompu et que les demandeurs en seraient les victimes;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Environnement et du Logement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1er.** L'article 8, § 1er, deuxième alinéa de l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 décembre 1991 instaurant des subventions individuelles à la location et une prime d'installation lors de l'occupation d'une habitation locative salubre ou adaptée, est remplacé par la disposition suivante :

"Pour l'application du premier alinéa, il est tenu compte lors de la constatation du revenu et par dérogation à l'article 1, 9°, du nombre de personnes à charge au premier du cinquième mois précédant la date finale de la période antérieure de trois ans."

**Art. 2.** Dans l'article 7, § 3, premier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 février 1993 instaurant une intervention dans la charge de prêts hypothécaires, contractés pour construire, acheter ou rénover une habitation, le point 2 est complété par les mots : "ainsi que les documents justificatifs relatifs au nombre de personnes à charge au premier du cinquième mois précédant la date finale de la période antérieure de trois ans."

**Art. 3.** Dans les articles 13, 18, premier alinéa et 23, § 1er, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 février 1993 instaurant une intervention dans la charge de prêts hypothécaires, contractés pour construire, acheter ou rénover une habitation, les points 2 sont chaque fois complétés par les mots "pour lequel il tenu compte, par dérogation à l'article 1, 5°, du nombre de personnes à charge au premier du cinquième mois précédant la date finale de la période antérieure de trois ans".

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er janvier 1995.

**Art. 5.** Le Ministre flamand ayant le logement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 16 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et du Logement,

N. DE BATSELIER

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 95 - 2577

[C - 27510]

**20 JUILLET 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 septembre 1989 réglant les mesures d'exécution du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes**

Le Gouvernement wallon,

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 septembre 1989 réglant les mesures d'exécution du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 juillet 1990;

Considérant que l'arrêté de l'Exécutif régional wallon précité du 7 septembre 1989 dispose en son article 2, 4°, que sont pris en considération "les montants des redevances et impôts communaux (...) portés en droits constatés, propres à l'exercice, au service ordinaire des comptes communaux de l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition"; qu'il s'ensuit que la répartition de la dotation principale du Fonds des communes de 1995 se base notamment sur les droits constatés inscrits dans les comptes communaux de 1993;

Considérant que l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale (article 46, modifié à nouveau par l'arrêté royal du 24 mai 1994) a modifié la définition des droits constatés; que cette modification a eu des effets sur les comptes des quatorze communes pilotes, c'est-à-dire des communes qui, déjà en 1993, ont appliqué la nouvelle comptabilité organisée par l'arrêté royal précité du 2 août 1990;

Considérant, en vue d'une répartition équitable de la dotation principale du Fonds des communes, qu'il importe que les sources statistiques soient rigoureusement identiques pour l'ensemble des communes bénéficiant de la dotation principale;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les droits constatés servant à établir le numérateur de la fraction visée à l'article 12 du décret susvisé du 20 juillet 1989 doivent être établis selon les mêmes critères dans les 260 communes participant à la dotation principale; qu'en pratique, ce résultat sera atteint en prenant, d'une part, les droits constatés des taxes et redevances (hors taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques et centimes additionnels au précompte immobilier) dans les comptes de l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition et en prenant, d'autre part, les droits constatés en matière de centimes additionnels au précompte immobilier tels qu'ils sont communiqués par l'Administration des contributions directes du Ministère des Finances dans le document 173 X, ligne 2 (Décompte des opérations effectuées pour la commune, droits constatés au cours de l'année budgétaire), de l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition;

Considérant qu'il convient, en conséquence, de déroger à l'article 2, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 septembre 1989, en ce qui concerne les communes pilotes en nouvelle comptabilité communale;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

Vu l'urgence résultant du fait que la répartition du solde de la dotation principale doit être réalisée pour le 31 juillet 1995 au plus tard, sous peine d'intérêts de retard; qu'en exécution de l'article 30 du décret précité du 20 juillet 1989, ces intérêts de retard seraient de 7,75 %, soit, pour un montant total à répartir de 13 490 286 920 F, 2 864 376 F par jour de retard;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 septembre 1989 réglant les mesures d'exécution du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes est complété par l'alinéa suivant :

"Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour les communes ayant établi leurs comptes selon les règles de la nouvelle comptabilité communale, sont pris en considération, les montants des redevances et des impôts communaux, autres que les taxes visées au 3° :

— pour la taxe communale additionnelle au précompte immobilier : les montants des droits constatés, tels qu'ils résultent du document 173 X, ligne 2, communiqué par l'Administration des contributions directes du Ministère des Finances et se rapportant à l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition;

— pour les autres redevances et taxes : les montants portés en droits constatés, propres à l'exercice, au service ordinaire des comptes communaux de l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition."

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets à partir de la répartition 1995.

**Art. 3.** Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 20 juillet 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 27510]

D. 95 - 2577

20. JULI 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. September 1989, durch den die Maßnahmen zur Durchführung des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden bestimmt werden

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. September 1989, durch den die Maßnahmen zur Durchführung des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden bestimmt werden, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Juli 1990;

In der Erwägung, daß laut Artikel 2 4° des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. September 1989: "die Beträge der anderen Gemeindegebühren und -steuern (...), die als festgestellte Anrechte für das Rechnungsjahr in den ordentlichen Dienst der Gemeinderechnungen des zweitletzten Jahres vor demjenigen der Verteilung eingetragen sind" berücksichtigt werden; daß sich daraus ergibt, daß die Verteilung der Hauptdotation des Gemeindefonds für das Jahr 1995 sich insbesondere auf die festgestellten Anrechte bezieht, die in die Gemeinderechnungen des Jahres 1993 eingetragen sind;

In der Erwägung, daß durch den königlichen Erlaß vom 2. August 1990 zur Festlegung der Allgemeinen Bestimmungen der Gemeindebuchführung (Artikel 46, erneut abgeändert durch den königlichen Erlaß vom 24. Mai 1994) die Definition der festgestellten Anrechte abgeändert wurde; daß diese Abänderung Auswirkungen auf die Gemeinderechnungen der vierzehn Pilotgemeinden hatte, d.h. jene Gemeinden, die bereits 1993 die durch den vorgenannten königlichen Erlaß vom 2. August 1990 verabschiedete neue Buchführung eingeführt haben;

In der Erwägung, daß es wichtig ist, daß die herangezogenen Statistiken für alle Gemeinden, die in den Genuß der Hauptdotation gelangen, identisch sind, damit eine gerechte Verteilung der Hauptdotation des Gemeindefonds gewährleistet ist;

In der Erwägung, daß sich aus Vorgenanntem ergibt, daß die festgestellten Anrechte, die dazu dienen, den in Artikel 12 des obengenannten Dekrets vom 20. Juli 1989 angeführten Zähler festzulegen, in den 260 Gemeinden, die sich an der Hauptdotationsbeteiligung, unter Berücksichtigung der gleichen Kriterien festgelegt werden müssen; daß dieses Resultat in der Praxis erreicht werden wird, indem einerseits die festgestellten Anrechte der Gemeindegebühren und -steuern (ausschließlich der Zuschlagsteuer auf die Steuer der natürlichen Personen und der Zuschlagsteuer zur Immobilienvorbelastung) in den Rechnungen des vorletzten Jahres vor demjenigen der Verteilung herangezogen werden und andererseits die in Sachen Zuschlagsteuer zur Immobilienvorbelastung festgestellten Anrechte, die durch die Verwaltung der Direkten Steuern des Finanzministeriums in dem Dokument 173 X Linie 2 (Abrechnung der für die Gemeinde durchgeführten Operationen/im Laufe des Haushaltsjahres festgestellte Anrechte) für das vorletzte Jahr vor demjenigen der Verteilung mitgeteilt werden;

In der Erwägung, daß folglich von Artikel 2, 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. September 1989 abzuweichen ist, was die Pilotgemeinden betrifft, die die neue Buchführung eingeführt haben;

Aufgrund des Gutachtens des Hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch entsteht, daß die Verteilung des Saldos der Hauptdotations unter Androhung von Verzugszinsen spätestens bis zum 31. Juli 1995 durchzuführen ist; daß in Ausführung von Artikel 30 des vorgenannten Dekrets vom 20. Juli 1989 der Satz dieser Verzugszinsen 7,75 % beträgt, was bei einem zu verteilenden Betrag von 13 490 286 920 BEF Verzugszinsen von 2 864 376 BEF pro Tag Verspätung entspricht;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1.** Artikel 2 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. September 1989, durch den die Maßnahmen zur Durchführung des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden bestimmt werden, wird folgendermaßen ergänzt:

"In Abweichung von Absatz 1, werden für die Gemeinden, die ihre Rechnungen gemäß den Bestimmungen der neuen Gemeindebuchführung aufgestellt haben, mit Ausnahme der in Absatz 3° angeführten Steuern folgende Beträge der anderen Gemeindegebühren und -steuern berücksichtigt:

— für die Gemeindezuschlagsteuer zur Immobilienvorbelastung: die Beträge der festgestellten Anrechte, die aus dem durch die Verwaltung der Direkten Steuern des Finanzministeriums übermittelten Dokument 173 X Linie 2, hervorgehen und die sich auf das vorletzte Jahr vor demjenigen der Verteilung beziehen;

— für die anderen Gebühren und Steuern: die als festgestellte Anrechte für das Rechnungsjahr in den ordentlichen Dienst der Gemeinderrechnungen des vorletzten Jahres vor demjenigen der Verteilung eingetragenen Beträge."

**Art. 2.** Der vorliegende Erlaß wird ab der Verteilung 1995 wirksam.

**Art. 3.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Inneren Angelegenheiten und der Öffentliche Dienst gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juli 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 95 - 2577

[C - 27510]

**20 Juli 1995.** — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 september 1989 houdende regeling van de uitvoeringsmaatregelen van het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen van de algemene financiering van de Waalse gemeenten

De Waalse Regering,

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 september 1989 houdende regeling van de uitvoeringsmaatregelen van het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen van de algemene financiering van de Waalse gemeenten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 juli 1990;

Overwegende dat krachtens artikel 2, 4°, van voornoemd besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 september 1989 in aanmerking worden genomen "de bedragen van de retributies en van gemeentebelastingen (...) die, gesteld in invorderingsrechten eigen aan het boekjaar, op de gewone dienst van de gemeenterekeningen van het voorlaatste jaar dat aan het jaar van de verdeling voorafgaat worden gebracht";

Overwegende dat de hoofddotatie van het Gemeentefonds voor 1995 bijgevolg verdeeld wordt op grond van de invorderingsrechten die in de gemeenterekeningen van 1993 opgenomen zijn;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit (artikel 46, opnieuw gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 mei 1994) de begripsbepaling invorderingsrechten heeft gewijzigd; dat deze wijziging gevolgen heeft gehad op de rekeningen van veertien modelgemeenten, d.w.z. gemeenten die de bij voornoemd koninklijk besluit van 2 augustus 1990 georganiseerde nieuwe boekhouding reeds in 1993 hebben toegepast;

Overwegende dat, met het oog op een rechtmatige verdeling van de hoofddotatie van het Gemeentefonds, de bron van de statistieken absoluut dezelfde moet zijn voor alle gemeenten die de hoofddotatie genieten;

Overwegende dat uit wat voorafgaat blijkt dat de invorderingsrechten, die dienen om de teller van de breuk bedoeld in artikel 12 van voornoemd decreet van 20 juli 1989 te bepalen, vastgesteld moeten worden volgens dezelfde criteria in de 260 gemeenten die voor de hoofddotatie in aanmerking komen; dat dit resultaat feitelijk bereikt zal worden door, enerzijds, de invorderingsrechten van de belastingen en retributies (buiten aanvullende belasting op de

personenbelasting en opcentiemen op de onroerende voorheffing) op te nemen in de rekeningen van het voorlaatste jaar voorafgaande aan het jaar van de verdeling en, anderzijds, door de invorderingsrechten inzake opcentiemen op de onroerende voorheffing, zoals meegedeeld door de Administratie der directe belastingen van het Ministerie van Financiën, op te nemen in stuk 173 X, tweede regel (Afrekening van de handelingen verricht voor de gemeente, invorderingsrechten van het begrotingsjaar) van het voorlaatste jaar voorafgaande aan het jaar van de verdeling;

Overwegende dat het, voor de modelgemeenten die de nieuwe gemeenteboukhouding toepassen, bijgevolg geboden is af te wijken van artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 september 1989;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het saldo van de hoofdotatie uiterlijk 31 juli 1995 verdeeld moet worden, op straffe van moratoire rente; dat deze moratoire rente, in uitvoering van artikel 30 van voornoemd decreet van 20 juli 1989, 7,75 % zou bedragen, hetzij 2 864 376 frank per dag verzuim voor een te verdelen totaal bedrag van 13 490 286 920 frank;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 september 1989 houdende regeling van de uitvoeringsmaatregelen van het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen van de algemene financiering van de Waalse gemeenten wordt met de volgende alinea aangevuld :

"Voor de gemeenten die hun rekeningen volgens de regelen van de nieuwe gemeenteboukhouding hebben vastgesteld, worden de bedragen van de andere retributies en gemeentebelastingen dan de in punt 3° bedoelde belastingen, in afwijking van alinea 1, in overweging genomen :

— voor de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing : de bedragen van de invorderingsrechten, zoals blijkt uit stuk 173 X, tweede regel, medegedeeld door de Administratie der directe belastingen van het Ministerie van Financiën en betreffende het voorlaatste jaar dat aan het jaar van de verdeling voorafgaat;

— voor de andere retributies en belastingen : de bedragen van de invorderingsrechten eigen aan het boekjaar, vastgesteld op de gewone dienst van de gemeenterekeningen van het voorlaatste jaar dat aan het jaar van de verdeling voorafgaat."

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van de verdeling 1995.

**Art. 3.** De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

F. 95 - 2578

**31 JUILLET 1995. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 31 mai 1995 relatif à l'émission d'une tranche de l'emprunt 8 % — 2003**

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Vu l'arrêté ministériel du 24 mars 1995 relatif à l'émission d'une tranche de l'emprunt 8 % — 2003, notamment l'article 2, § 7;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 1995 relatif à l'émission d'une tranche de l'emprunt 8 % — 2003,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 31 mai 1995 relatif à l'émission d'une tranche de l'emprunt 8 % — 2003 est remplacé par la disposition suivante : « le prix d'émission de l'emprunt 8 % — 2003 est fixé à 102,05 de la valeur nominale ».

**Art. 2.** Le présent arrêté sera transmis à la Cour des Comptes.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 3 avril 1995.

Namur, le 31 juillet 1995.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

D. 95 - 2578

ÜBERSETZUNG

**31. JULI 1995. — Ministerialerlaß zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 31. Mai 1995 bezüglich der Ausgabe eines Teilabschnitts der Anleihe 8 % — 2003**

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 24. März 1995 bezüglich der Ausgabe eines Teilabschnitts der Anleihe 8 % — 2003, insbesondere des Artikels 2 § 7;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 31. Mai 1995 bezüglich der Ausgabe eines Teilabschnitts der Anleihe 8 % — 2003;

Beschließt der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung:

**Artikel 1.** Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 31. Mai 1995 bezüglich der Ausgabe eines Teilabschnitts der Anleihe 8 % — 2003 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: « Der Ausgabepreis der Anleihe 8 % — 2003 wird auf 102,05 des Nominalwerts festgelegt ».

**Art. 2.** Der vorliegende Erlaß wird dem Rechnungshof übermittelt.

**Art. 3.** Der vorliegende Erlaß tritt am 3. April 1995 in Kraft.

Namur, den 31. Juli 1995.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE